

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Band: 41 (2014)
Heft: 6

Artikel: Une année électorale dominée par les grands thèmes de l'UDC
Autor: Müller, Jürg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911846>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 09.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une année électorale dominée par les grands thèmes de l'UDC

Les relations délicates entre la Suisse et l'Union européenne et l'immigration seront les grands thèmes des prochains mois et marqueront la campagne électorale 2015. Tour d'horizon de la position des partis au moment d'entrer en lice.

JÜRIG MÜLLER

En cette fin d'été 2014, deux présidents de parti ont osé la comparaison avec les nazis. Le premier, Martin Landolt, président du Parti bourgeois-démocratique suisse (PBD), a ainsi demandé: «Jusqu'à quel point une politique doit-elle devenir encore plus brune pour que tous puissent sentir qu'elle empest?» Cible de son attaque: la politique de l'Union démocratique du centre (UDC), dont le PBD a fait sécession en 2008. Peu après, c'était au tour de président du Parti socialiste (PS), Christian Levrat, de voir «des tendances [fascistoïdes] dans la politique menée par l'UDC ces derniers mois». Les comparaisons de ce genre vont le plus souvent trop loin ou ne sont pas du tout pertinentes, mais là n'est pas la question: cette rhétorique vigoureuse témoigne d'un climat politique déjà chargé, alors que les élections fédérales n'auront lieu que dans un an, le 18 octobre 2015.

Il y a de bonnes raisons à ce que les partis les plus divers sortent l'artillerie lourde contre l'UDC. En effet, les thèmes dominants de la campagne électorale 2015 seront probablement les sujets fétiches de l'UDC: Europe, immigration, politique des étrangers, rejet de tout ce qui n'est «pas de chez nous». Quelle que soit l'évolution des relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE) après l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse de l'UDC le 9 février 2014, le parti sera au centre des débats.

Tous les autres ont un problème

L'UDC entame donc l'année électorale 2015 avec un avantage inestimable: elle n'a pas besoin de trouver des

thèmes de campagne, ils sont à l'ordre du jour depuis longtemps et expriment les préoccupations des gens. Selon le baromètre électorale SRG SSR d'octobre 2014, les questions d'immigration sont celles qui intéressent le plus les électeurs. Et ces derniers pensent que l'UDC a des solutions à ces problèmes. Bien que le parti ait perdu plus de deux points aux élections de 2011, il est fortement monté en régime depuis et a gagné des voix dans 14 élections cantonales sur 19. Saura-t-il rééditer ce succès aux élections fédérales? Cela dépendra essentiellement de l'évolution de la politique européenne et migratoire. Selon le même baromètre électorale, en effet, le respect des contrats bilatéraux avec l'UE serait plus important que la mise en application de l'initiative contre l'immigration de masse. Si les personnes interrogées devaient choisir uniquement entre ces deux options, 58 % privilégieraient les liens contractuels avec l'UE. Or, on sait que la mise en œuvre de l'initiative compromet le traité sur la libre circulation des personnes et, de ce fait, les accords bilatéraux. Reste à savoir si l'attitude de l'UDC envers ces accords la freinera, et dans quelle mesure.

S'il est confortable pour l'UDC, le contexte thématique pose problème aux autres partis, qui vont avoir du mal à imposer d'autres thèmes. A moins d'événements imprévus pendant l'année électorale: en 2011, la catastrophe nucléaire de Fukushima, au printemps d'une année électorale, avait donné un soudain coup de projecteur sur les questions énergétiques. Il est cependant plus probable que tous les partis tenteront de donner leur propre réponse aux thèmes liés à

l'UE et à l'immigration. Cela les amènera automatiquement à jouer sur le terrain de l'UDC, qui se démarque clairement en la matière non seulement de la gauche, mais aussi des autres partis bourgeois. Ces derniers aimeraient en effet garder des relations en règle avec l'UE et sauver la voie bilatérale, un objectif que l'UDC remet aujourd'hui ouvertement en question.

Face à un euroscepticisme grandissant, le PS, plutôt europhile, devrait avoir beaucoup de mal avec les questions d'immigration et de relations avec l'UE. Il se concentre donc sur son thème politique central: la justice sociale. Et selon le baromètre électorale, il pourrait gagner des points sur ce terrain. Avec des initiatives parfois spectaculaires, le PS fait parler de lui, mais ses trois dernières requêtes populaires (sur le 1:12, le salaire minimal et la caisse d'assurance maladie unique) ont échoué. Son engagement contre l'imposition forfaitaire des étrangers fortunés et pour l'introduction d'im-

Une nouvelle formule pour le Conseil fédéral?

Les élections parlementaires concernent indirectement aussi l'élection pour le renouvellement intégral du Conseil fédéral, qui a lieu peu après. Le maintien de la composition actuelle (deux PS, deux PLR, un PDC,

un UDC, un PBD) en 2015 n'est pas garanti, même si aucun conseiller fédéral ne se retire de la course. Il devrait tout de même au moins y avoir un vif débat sur la meilleure manière de représenter la volonté des électeurs dans la plus haute autorité fédérale. L'UDC, qui est la fraction la plus puissante, peut prétendre à un

deuxième siège. Si elle ne recule pas, voire progresse encore aux élections, le parlement ne pourra pas ignorer cette revendication. Dans ce cas, c'est le siège du petit PBD ou l'un des deux sièges du PLR qui en ferait les frais. Mais on sait bien que les élections au Conseil fédéral sont toujours riches en surprises de taille.



pôts de succession s'inscrit dans la ligne du parti: «Pour tous, sans privilèges.» Malgré un léger recul (-0,8 % des voix) aux élections de 2011, le PS a profité des règles de la proportionnelle pour gagner trois sièges au Conseil national. Il lui sera quasiment impossible de défendre ces sièges sans progresser nettement dans les urnes. Cela dit, le bilan des élections cantonales depuis 2011 n'est pas mauvais, puisque le PS a progressé dans 12 cantons sur 19.

Les partis traditionnels faiblissent

Les deux autres partis bourgeois du Conseil fédéral – les libéraux-radicaux (PLR) et le Parti démocrate-chrétien (PDC) –, qui étaient puissants autrefois, ne sont pas au mieux de leur forme aujourd'hui et ont perdu des voix aux élections de 2011. Lors des élections cantonales, le bilan des dernières années est mitigé pour le PLR et vraiment mauvais pour le PDC. Le PLR, parti proche des milieux économiques, subit les conséquences politiques de la crise financière et bancaire. Ses dirigeants ont beau dénoncer les excès des salaires et des primes, et se comporter un peu moins comme les représentants d'intérêts strictement financiers, la mauvaise image qu'a désormais un pan de l'économie déteint sur le parti. Les idées radicales proches du peuple incarnées par le président du parti, Philipp Müller, lui valent cependant de plus en plus de

sympathies. Le parti est jugé très compétent en matière de politique européenne, notamment grâce au travail du radical Didier Burkhalter, président de la Confédération et chef du Département des affaires étrangères.

Quant au PDC, il rencontre des difficultés considérables. Aux élections de 2011, il a reculé de plus de 2 % et a baissé d'autant par la suite dans de nombreux cantons. Bien qu'il tente de maintenir sa position classique au centre de l'échiquier politique, qu'il voudrait indispensable à la culture politique suisse pour faire le lien entre les pôles, il est difficile de savoir clairement quelle est son opinion sur les questions politiques concrètes: tantôt il pactise avec la gauche, tantôt avec la droite. On peut certes y voir une volonté de compromis vertueuse, mais la ligne du PDC s'en trouve brouillée sur de nombreuses questions pour les électeurs. En outre, le parti regroupe un très large éventail de sensibilités avec ses ailes sociales, proches de l'économie ou encore ruraux-conservatrices. Au cours de la législature avant 2011, le PDC a travaillé étroitement avec les Verts libéraux (pvl) et le Parti évangélique suisse (PEV), pour se tourner vers le PBD après les élections. Cela témoigne aussi de sa peut-être trop grande flexibilité ou d'un sens du pouvoir particulièrement affûté.

En effet, le petit parti PBD amène un siège au Conseil fédéral en dot dans

L'année électorale placera les relations entre la Suisse et l'UE au centre des débats

ce mariage de raison, avec la cheffe des Finances Eveline Widmer-Schlumpf.

Un «Nouveau Centre» désuni

Le PBD, qui se veut le nouveau parti du centre depuis sa scission avec l'UDC, n'est cependant pas très solide non plus. Il a connu une baisse spectaculaire aux élections du mois de mars dans l'un de ses bastions les plus importants, le canton de Berne. Ici encore, le diagnostic souligne son manque de profil clair.

On ne peut pas en dire autant du pvl, autre parti du centre relativement jeune, qui est l'un des gagnants des dernières élections fédérales et qui a aussi progressé depuis dans presque toutes les élections cantonales. L'alliance entre libéralisme et écologie contribue à l'attrait de ce parti pour beaucoup d'électeurs. Son credo, combinant politique énergétique et environnementale durable et politique économique et sociale libérale, s'inscrit dans l'air du temps.

En revanche, les Verts «de la première heure», le Parti écologiste suisse, ne se sont jamais vraiment remis de leur défaite électorale de 2011, et leurs thèmes de prédilection sont repoussés au second plan par les questions de politique européenne et migratoire qui occupent tout le devant de la scène.